

Questions orales

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le très honorable représentant parle des coutumes parlementaires. D'après ce que j'en sais, c'est lorsqu'un budget est présenté à la Chambre des communes qu'il devient le budget. Jusqu'à ce moment-là, on ne peut le considérer comme tel. Je ne puis voir par quelle acrobatie de l'esprit le très honorable ancien chef de l'opposition peut vouloir s'enquérir d'une fuite budgétaire et d'une entorse éventuelle à la coutume avant de savoir en quoi consistera le budget. Peut-être pourra-t-il s'arracher encore une fois demain à sa campagne pour poser ses questions. S'il y a bien eu fuite, nous répondrons alors à cette question.

● (1430)

L'OBJECTIF DU GOUVERNEMENT

Le très hon. Joe Clark (Yellowhead): Madame le Président, d'après mon expérience de la vie parlementaire, les ministres des Finances essaient de dire la vérité. Apparemment, l'actuel ministre des Finances, absent aujourd'hui, aurait agi bien autrement. Je suppose que le premier ministre savait ce que son ministre faisait. Je suppose également que le ministre des Finances exposait la politique du gouvernement. Si le document que montrait le ministre des Finances n'était pas la vérité, quel était l'objectif du gouvernement du Canada? Était-ce d'induire délibérément en erreur les Canadiens quant au contenu du budget, car c'est bien ce qu'il aurait fait? Le plan du gouvernement était-il d'induire délibérément les Canadiens en erreur quant au contenu du budget ou bien le ministre des Finances a-t-il violé les règles du secret, ce qui, dans tout gouvernement qui se respecte, entraînerait sa démission?

Des voix: Bravo!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, comment l'ancien chef de l'opposition peut-il soupçonner le ministre d'avoir essayé, pour reprendre ses propres termes, «d'induire délibérément en erreur les Canadiens»? Il avait invité les journalistes à prendre des photos dans son bureau...

M. Dick: Narcissisme.

M. Trudeau: ... ce qui, si je ne m'abuse, est une pratique courante depuis longtemps.

Mlle MacDonald: Pour les remettre à la presse.

M. Trudeau: C'était la pratique lorsqu'un député d'en face était ministre des Finances ainsi que sous d'autres ministres des Finances. Cette séance est destinée à permettre à la presse de se préparer pour la soirée du budget, pour qu'elle dispose de photographies, et ainsi de suite.

M. Dick: Narcissisme.

M. Trudeau: Le député d'en face vient d'intervenir: veut-il dire qu'il devrait y avoir moins de communication avec la presse? Si oui, je pourrais appuyer sa position.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Dans les journaux de samedi, on voyait le ministre en train d'acheter des chaussures. Il n'a pas besoin de trois ou quatre séances de photographie.

M. Trudeau: Bien sûr, on ne peut pas demander à tout le monde d'être aussi modeste que je le suis.

Des voix: Oh, oh!

M. Trudeau: C'est toujours ce que les ministres des Finances ont fait. Ils ont estimé qu'il y avait un certain code de l'honneur à respecter lors d'une séance de photographie. Les députés peuvent tirer leurs conclusions de ce qui s'est produit, mais dire, comme le suppose le chef de l'opposition, que le ministre des Finances essayait d'induire le public en erreur, c'est vraiment tiré par les cheveux. De toute évidence, le ministre des Finances n'avait pas invité la presse pour donner aux Canadiens des renseignements dont ils pourraient tirer avantage.

M. Taylor: Votre nez s'allonge de plus en plus.

L'UTILISATION D'OBJECTIFS ZOOM

Le très hon. Joe Clark (Yellowhead): Madame le Président, si le ministre des Finances n'avait nullement l'intention de communiquer la teneur du document qu'il a avoué être le budget, pourquoi a-t-il fait venir les journalistes à son bureau? Pourquoi a-t-il mis le budget sous leurs yeux? Pourquoi leur a-t-il demandé s'ils avaient leurs zooms prêts s'il ne tenait pas à ce que le contenu de ce document soit diffusé dans tous les pays, pour donner une idée de ce que contenait le budget?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le député me demande pourquoi le ministre a fait cela. Je suppose qu'il fait confiance aux journalistes beaucoup plus que moi. Je ne sais pas si le député en aurait fait autant, mais moi je ne l'aurais pas fait.

LA RESPONSABILITÉ DU MINISTRE

M. Gordon Gilchrist (Scarborough-Est): Madame le Président, peut-être pouvons-nous mettre un terme à cette comédie et nous préoccuper maintenant de questions sérieuses.

Des voix: Bravo!

M. Gilchrist: Ma question s'adresse au premier ministre. Que le document en question ait été ou n'ait pas été le budget, le premier ministre sait-il que les marchés boursiers sont très attentifs à toute rumeur, et le premier ministre sait-il aussi que chaque fois que le dollar canadien recule d'un cent, notre dette étrangère s'accroît d'environ 120 millions de dollars? Que le document soit ou ne soit pas le budget, le premier ministre considère-t-il que le ministre des Finances a agi avec beaucoup de sérieux, d'une manière digne de celui-là même qui est censé guider notre pays dans ces temps économiques difficiles?